

Paris, le 13 juin 2024

Mr le Président

Le contexte politique et social actuel est pour le moins pesant, avec des crises internationales dont la violence semble sans limite humaine, un coût de la vie qui ne cesse d'augmenter et d'autres sujets préoccupants dont les enjeux environnementaux ne sont assurément pas les derniers.

Pour faire face à ce lourd défi, nous jouons et jouerons notre rôle aujourd'hui et demain, si tant qu'on veuille bien nous le laisser

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier. Notre organisation appelle à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe. Alors que des profits records sont enregistrés, il faut sortir du choix délétère que l'on nous impose. Pour une Europe sociale et des peuples : ni dépendance à la finance, ni poison de l'extrême-droite, qui plus que jamais un danger pour notre démocratie au regard du résultat des élections européennes et des événements en découlant (dissolution de l'Assemblée Nationale et élections législatives à venir). Notre organisation milite pour le renforcement de la protection sociale et s'oppose aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits acquis .

En tout état de cause, nous continuerons à nous battre .

C'est dans ce cadre de l'instance qui nous réunit que nous tenons à rappeler le rôle et la place des syndicats, dont le nôtre. Notre rôle n'est pas celui d'un accompagnement mais d'analyser, d'informer, de défendre nos missions, nos emplois et nos conditions de travail, d'agir pour que les personnels de ce ministère et de chacune des administrations ne soient pas les oubliés de l'histoire ministérielle.

Un autre point crucial actuellement sur Paris, est le manque de volonté manifeste de certaines directions d'assurer une restauration collective digne de ce nom.

Solidaires Finances n'a eu de cesse pourtant de dénoncer cet état de fait à tous les niveaux tant dans cette instance qu'au niveau national en CNAS .

Le manque d'anticipation et de prévoyance de la part de l'administration (Secrétariat Général, DGFIP et DR-FIP) dans la réorganisation des services parisiens a eu pour conséquence de dégrader significativement l'accès à la restauration collective pour les quelques 300 agents des sites de St Hyacinthe, Banque et NDV. Et va désorganiser bientôt les conditions de restauration des agents du 11<sup>o</sup>, 12<sup>o</sup>, 20<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup> sans compter les agents des autres ministères qui se restauraient dans ces restaurants administratifs.

Aucune solution de restauration acceptable n'a été sérieusement envisagée lors de la restructuration du site de NDV notamment et rien de véritablement satisfaisant n'est prévu pour les agentes et agents de Paganini .

Plutôt que la création d'un vaste hall d'accueil à l'entrée, l'administration aurait été mieux inspirée si elle avait daigné réfléchir à l'implantation d'un véritable restaurant administratif, dont les collègues sont désormais privés depuis la vente du site de Banque (situé à proximité immédiate de NDV).

La DRFIP a une nouvelle fois montré son désintérêt total pour le bien-être de ses agentes et agents ! Dans un contexte de perte de pouvoir d'achat, offrir une solution de restauration de qualité à moindre coût est une nécessité absolue.

La Section de Solidaires finances Publiques est également intervenue en CSAL et en Formation spécialisée (ex CHS) sur ce sujet de la restauration collective notamment à NDV (mais aussi à Londres et ailleurs)

Le SG en lien avec AGRAP avait trouvé une solution. Le rapport du bureau d'étude avait chiffré la faisabilité d'une « liaison froide » avec cuisine centrale à Réaumur, puis livraison de repas servis sur place en camionnette réfrigérée, travaux pour un coût de l'ordre de 700 000 €. La participation au montant des travaux a paru trop élevée à la DRFIP, ainsi, qu'aux autres protagonistes.

On s'oriente vers ce qui semble devenir la grande mode du moment : les « frigos connectés » alimentés par des entreprises extérieures très implantées sur la RIF. Les collègues devront ainsi commander leur repas avant 10 h afin d'être livrés en fin de matinée.

Si dans un premier temps les repas préparés pourront paraître « séduisants », nous nous interrogeons sur le maintien de la qualité à plus long terme.

Nous nous questionnons également sur la qualité nutritionnelle des plats préparés, ainsi que le surcoût potentiel pour l'Action Sociale

Quel l'impact sur la santé des agents et agentes qui ingéreront des nano-particules suite au réchauffement des plats dans des barquettes certes alimentaires ?

Plus généralement c'est la question de l'avenir même de la restauration collective et d'AGRAF en particulier qui se jouent à moyen terme.

Nous ne parlerons même pas des travaux toujours et encore reportés pour le restaurant de la rue de Londres au vu du coût et qui laisse le personnel sans restauration collective sur place.

L'administration s'est-elle préoccupée des agents et agentes en situation de handicap qui ne peuvent se rendre à pied dans un restaurant extérieur ?

L'administration s'est-elle souciée que, pour se rapprocher des prix AGRAF, les agents et agentes au pouvoir d'achat le plus modeste se contentent de manger les plats les moins chers dans les RIE où la tarification est au plat. Ceux-ci ont fatalement une qualité nutritionnelle moins bonne.

Quant au site de PAGANINI, qui va réunir env 950 agents, rien n'est prévu pour agrandir la cantine à part supprimer la cafétéria pour en faire un croq agraf.

Solidaires Finances sera toujours présent au côté du personnel et interviendra avec pugnacité à tous les niveaux, DRFIP, CDAS, CNAS et secrétariat Général pour qu'une solution perenne de qualité soit trouvée à un coût acceptable sur tous les sites en privilégiant la solution AGRAF.

Si nous nous félicitons que l'administration ait mis en place des chèques sport, nous avons une inquiétude sur l'acceptation de ces derniers par certaines associations.

Nous finirons ce panorama sur les JO de Paris. Vue l'hétérogénéité de la préparation et des informations communiquées aux agents et agentes, on peut tabler sur une joyeuse pagaille .

Pendant la période estivale, il est de coutume que des cantines soient fermées en août ; en cette année très particulière, les personnels de l'AGRAF pourront-ils prendre leurs congés ou seront-ils réquisitionnés pour nourrir les personnels de sécurité ? Dans ce cas seront-ils et elles indemnisés ?

Qu'est-il prévu pour le départ des colonies et le retour de juillet qui va coïncider avec la cérémonie d'ouverture des JO de Paris.